**Titre de la présentation :** «Faire marcher » mille réservoirs collinaires. Politique du quotidien autour des coopératives d’irrigation dans la région d’Izmir (Turquie).

**Nom :** Le Visage

**Prénom :** Selin

**Thèse :** “1000 réservoirs collinaires en 1000 jours” : aménagement de l’irrigation par l’Etat et réalités locales des eaux souterraines dans la région d’Izmir, Turquie.

**Discipline :** Géographie

**Directeurs de thèse :** David Blanchon (Université Paris Nanterre, UMR LAVUE) et Marcel Kuper (Cirad, IAV, UMR G-EAU)

**Financement de la thèse :** contrat doctoral

**Date d’inscription en thèse :** septembre 2016

**Organismes et adresses (mails) :** Université Paris Nanterre, UMR LAVUE et Cirad, UMR G-EAU ; s.levisage@gmail.com ; slevisage@parisnanterre.fr

**Format de présentation**

[x]  Communication orale (15 minutes)

[ ]  Poster (format A0)

[ ]  « Ma thèse en trois images  et 180 secondes » (3 minutes)

**Résumé (15 lignes) :** En 2012, l’Etat turc a lancé la construction de « 1000 réservoirs collinaires en 1000 jours » à travers le pays, ouvrages destinés à l’irrigation et acceptés localement par les agriculteurs. L’étude de ces objets non contestés permet d’observer l’action publique « par le bas » lors de la mise en œuvre des projets au niveau local, ainsi que les relations sociales et politiques en action lors du façonnage d’institutions de gestion de l’eau. Nous considérons cette politique du quotidien comme un processus dynamique, avec une interpénétration des sphères administrative, politique et sociale. Nous avons étudié le cas de sept réservoirs collinaires construits dans la région d’Izmir, en Turquie, et plus précisément le positionnement de divers acteurs vis-à-vis de coopératives d’irrigation, existantes ou nouvelles, comme gestionnaires potentiels de ces ouvrages. Nous montrerons d’une part comment l’administration hydraulique turque cherche à mobiliser des acteurs jugés fiables pour « faire marcher » les projets d’irrigation et leur en transférer au plus vite la gestion, et d’autre part les relations de pouvoir entre acteurs locaux (et supra-locaux) lorsqu’ils tentent d’obtenir la gestion de cette nouvelle ressource.

**Mots-Clés :** Administration hydraulique ; barrages ; coopératives d’irrigation ; *political ecology of the state* ; politique du quotidien.

# Resume Detaille (4 pages)

# Introduction

Beaucoup d’études en sciences sociales sur l’eau en Turquie ont porté sur des projets hydrauliques contestés (GAP, microcentrales hydroélectriques…), et insisté sur l’opposition Etat-société. En contraste, les petits ouvrages hydrauliques non controversés n’ont reçu que peu d’attention. C’est le cas d’un programme lancé en 2012 par l’Etat turc visant la construction de « 1000 *gölet* (réservoirs collinaires) en 1000 jours » à travers le pays, ouvrages destinés à l’irrigation et acceptés localement par les agriculteurs. Nous défendons l’idée que l’étude de ces objets révèle la politique du quotidien lors de la mise en œuvre de ces projets au niveau local, dans les villages. Les *gölet* fournissent en effet de riches cas d’études pour observer la construction de l’action publique « par le bas » et les relations sociales et politiques en œuvre lors du façonnage d’institutions de gestion de l’eau. Nous considérons cette politique du quotidien comme un processus dynamique avec une interpénétration des sphères administrative, politique et sociale, et les négociations autour de la gestion des ressources comme des opportunités de contact multipliées entre les sphères publique, privée et communautaire. Pour illustrer cela, nous étudierons d’une part la mobilisation de coopératives d’irrigation par l’administration hydraulique turque (le DSI) pour la gestion de ces nouveaux ouvrages, et d’autre part les relations de pouvoir entre acteurs locaux lorsqu’ils tentent d’obtenir la gestion de cette nouvelle ressource.

# Approche de recherche

## *Political ecology of the state*, institutions et territorialisation

Les appuis théoriques de cette recherche allient 1) des études turques qui questionnent la thèse courante de la domination de l’Etat turc sur la société, et proposent plutôt d’étudier la coproduction de l’action publique à travers les transactions et arrangements entre ordres étatique et social, et 2) celles abordant plus spécifiquement la question de l’aménagement hydrauliques et l’irrigation. Parmi ces dernières, nous nous appuyons sur i) la recherche émergente en « *political ecology of the state*» avec un rapprochement entre *political ecology* et géographie politique (notamment avec les travaux de Leila Harris en Turquie), ii) les écrits de F. Cleaver et de D. Mosse qui resituent les arrangements locaux autour de la gestion de l’eau dans des cadres politiques dépassant l’échelle locale, et iii) les études sur le territoire, au sens de P. Caron, comme espace de négociation entre action collective et publique, entre dynamiques de développement local et politiques publiques.

## Coopératives d’irrigation et choix des cas d’étude

Nous avons adopté une démarche empirique avec les coopératives d’irrigation comme point d’entrée pour étudier l’implication, directe ou non, d’acteurs variés dans le façonnage d’institutions locales pour la gestion des *gölet*. L’histoire des politiques de l’eau en Turquie montre que ces coopératives sont implantées de longue date à l’échelon local et peuvent servir d’intermédiaires entre les communautés d’agriculteurs et d’autres acteurs hors du village (représentants d’administrations étatiques, municipalités, entreprises privées…). Nous avons regardé quels acteurs favorisent le choix de ces coopératives pour la gestion des *gölet*, leurs motivations, et la manière dont ils utilisent (ou sont contraints par) des relations supra-locales durant ces négociations. Les cas d’études ont été choisis dans la région d’Izmir en fonction de différentes configurations de gestion des *gölet* par les coopératives d’irrigation (dites « IC » dans la figure 1) et des enjeux soulevés en termes de conditions de transfert (tableau 1).



Figure 1. Villages étudiés avec des *gölet* construits dans le cadre du programme national « 1000 *gölet* en 1000 jours » (situation de transfert de 2017).

Tableau 1. Enjeux soulevés dans les configurations coopératives/*gölet*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Configuration locale** | **Enjeux : intérêts des acteurs, coalitions** | **Etudes de cas** |
| Coopérative d’irrigation déjà existante et active dans le village avant l’arrivée du *gölet* | Transfert de gestion du *gölet* à la coopérative existante ou à une autre entité : préférence du DSI ? Stratégie de la coopérative ? | Bağyurdu |
| Yukarıkızılca  |
| *Ürkmez\** |
| Coopérative d’irrigation abandonnée (endettée dans le passé) | Qui veut la réactiver (ou non) et pourquoi ? | Emiralem |
| Süleymanli |
| Nouvelle coopérative créée pour la gestion du *gölet* | A qui demander la création d’une nouvelle coopérative ? Qui trouve un intérêt à mener cette nouvelle organisation ? | Harputlu/Kocaoba |
| Yenişakran |
| *Aliağa\** |
| Pas de coopérative : autre solution  | Raisons de la recherche d’autre options ? | Savanda |
| *Seferihisar\** |

*Nom*\*: village où un *gölet* a été construit avant le programme ‘1000 *gölet* en 1000 jours’ et était géré localement soit par une coopérative d’irrigation (Ürkmez, Aliağa) soit par une municipalité de district (Seferihisar).

# Petits objets, grand programme : faire marcher les *gölet*

Les *gölet* présentent une spécificité scalaire : ce sont de petits objets techniques permettant d’irriguer à l’échelle des villages, mais construits dans le cadre d’un grand programme national, avec une large couverture géographique. Il y a donc eu une dissémination de ces ouvrages, chaque délégation régionale du DSI étant chargée d’en construire autant que possible. Une étude de l’analyse des discours légitimant ce programme d’aménagement montrait que les *gölet* avait quitté la technosphère pour entrer dans le domaine politique en permettant au pouvoir central de se rapprocher du local. Cependant, si la multitude des projets de *gölet* façonne les relations Etat-société en relayant l’idée d’une Etat-aménageur fort jusqu’au niveau local, dans un millier de villages, c’est autant de transferts de gestion d’ouvrages que le DSI doit réaliser dans des contextes très différents, et autant d’opportunités pour les agriculteurs d’entrer en discussion avec les aménageurs. Ce n’est pas la même chose pour le DSI de transférer la gestion de quelques grands barrages comme dans le passé, ou une multitude de petits ouvrages dans des contextes très variés – et ce d’autant plus au vu de la vitesse imposée pour la mise en œuvre de ce programme. Nous verrons donc comment l’administration et les acteurs locaux négocient et trouvent des arrangements autour des nouveaux *gölet*.

# La politique du quotidien : façonner les institutions de gestion de l’eau

Nous avons regardé comment la gestion des *gölet* était négociée localement dans la mesure où le DSI ne peut légalement transférer leur gestion qu’aux coopératives d’irrigation, aux municipalités de district et aux autorités villageoises (ces dernières ayant été supprimées au sein des aires métropolitaines comme à Izmir).

## Mobiliser des acteurs fiables via les coopératives d’irrigation

L’administration hydraulique à Izmir a préféré transférer la gestion des *gölet* à des coopératives d’irrigation plutôt qu’à des municipalités considérées comme trop politisées. Les coopératives étaient considérées petites, mal gérées (endettées) mais également plus susceptibles de dialoguer, dans la mesure où le DSI avait l’habitude avec elles de relations verticales basées sur un appui administratif, technique et financier. Par ailleurs, le DSI a concentré l’expertise hydraulique et gagné un haut niveau d’autonomie en Turquie. Il n’est pas responsable devant les autorités locales mais dépend directement du gouvernement central. Les ingénieurs rencontrés au niveau local ne souhaitaient donc pas s’engager avec les municipalités de district, qui « *basculent d’une élection à l’autre et ne connaissent rien à l’irrigation* » (Izmir, 2017). Cette préférence était visible dans différents cas étudiés, dont deux où les agriculteurs irriguaient déjà de manière intensive avant l’arrivée des *gölet*. A Bağyurdu, où une coopérative d’irrigation gérait collectivement l’accès et la distribution d’eaux souterraines pour l’irrigation, le DSI a laissée celle-ci raccorder le réseau de distribution du *gölet* à son propre périmètre de manière non officielle, plutôt que de laisser la mairie de district l’obtenir. A Emiralem, où l’irrigation repose sur une utilisation intensive de forages privés individuels, le DSI a essayé pendant des années de convaincre les irrigants de créer une coopérative, en vain, et a finalement toléré leur utilisation individuelle, gratuite et non déclarée de l’eau du *gölet* : la mairie de district n’était pas une option pour eux, n’étant pas intéressée et n’ayant pas d’expérience de l’irrigation.

En l’absence d’irrigation avant l’arrivée du *gölet*, le DSI promeut prioritairement la création de coopératives en faisant appel à des acteurs jugés fiables, tels que les *muhtar* (autorités de quartier/village). A Kocaoba, village d’élevage, le *muhtar*, se considérait « *messager entre le village et l’extérieur* » et garant du « *développement du village* » (2017). Prendre la présidence de la nouvelle coopérative lui a permis d’étendre son réseau de relations en dehors du village et de renforcer sa légitimité en son sein, notamment en resserrant ses liens avec une grande entreprise agro-industrielle ayant ses serres à proximité du *gölet*. A Yenişakran, où l’activité agricole est devenue secondaire, trois acteurs-clés locaux (*muhtar*, ancien maire, président de la chambre d’agriculture) ont placé à la tête de la nouvelle coopérative un banquier à la retraite. Celui-ci voulait conduire des projets sociaux pour le village et parlait le même langage que le DSI, qui le qualifiait de « *bon gestionnaire* » (2017).

## Opportunités de pouvoir et émergence de nouveaux acteurs

Malgré la préférence du DSI pour les coopératives et l’implication d’élites existantes dans la gestion des *gölet*, l’arrivée d’une nouvelle ressource a aussi servi de levier à de nouveaux repreneurs. Plusieurs *gölet* ont été construits dans le district de Kemalpaşa : à Yukarıkızılca, une coopérative récente et endettée n’avait pas espoir de récupérer le projet, tandis qu’à Savanda, aucune coopérative n’a été créée. Dans les deux cas, les ingénieurs du DSI ont dû arrêter tout transfert de gestion à la demande de leur hiérarchie car la municipalité de district (parti au pouvoir) avait demandé à récupérer les ouvrages et déjà annoncé « ses » projets au public (en présentant des futures aires de loisirs au bord des lacs plutôt que l’irrigation).

Par ailleurs, les *gölet* permettent également à des individus de se positionner dans les configurations sociales locales. A Emiralem, un grand propriétaire dont les terres sont majoritairement situées dans le périmètre irrigué du projet s’est déclaré prêt à créer une coopérative si le DSI décidait d’empêcher l’utilisation individuelle et gratuite du *gölet* par tous, et deux plus petits agriculteurs y ont également vu une opportunité de se hisser socialement dans le village. A Süleymanli enfin, un irrigant s’est fait élire président de coopérative (inactive depuis plus de vingt ans car endettée) et *muhtar* dans le même temps, sur la promesse de rembourser la dette de la coopérative pour récupérer le *gölet*. Se rendant à Ankara pour faire valoir ses réseaux politiques, il a obtenu la gestion de l’ouvrage de pair avec celle d’une aire de pique-nique fortement rémunératrice à proximité, qui était initialement destinée à la municipalité de district. Ces exemples montrent comment les acteurs saisissent des opportunités de pouvoir à l’arrivée d’infrastructures grâce à des réseaux locaux et supra-locaux.

# Conclusion

En complément des recherches sur les processus de formation de l’Etat à travers les projets hydrauliques contestés en Turquie, des projets plus consensuels comme les *gölet* fournissent aussi des matériaux riches pour analyser la construction des relations Etat-communautés et le façonnage ou la formalisation d’institutions de gestion de l’eau. Regarder la complexité des configurations relationnelles au niveau local permet de nuancer une vision de l’Etat déconnecté des communautés locales. L’étude de cette politique du quotidien implique toutefois de comprendre ces arrangements sociaux comme enchevêtrés dans contextes socio-politiques plus larges.

# Bibliographie resumée (1 page)

Aubriot, O., Prabhakar, P. I., 2011. Water Institutions and the 'Revival' of Tanks in South India: What Is at Stake Locally?, *Water Alternatives*, *4*(3)

Aymes, M., Gourisse, B., Massicard, E. (dir.), 2014. *L'art de l'État en Turquie : arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*. Karthala, 428 p.

Caron, P., 2017. « Entre promesses et risques, l’usage du mot territoire dans la pensée du développement agricole ». In Caron P., Valette E., Wassenaar T., Coppens D’Eeckenbrugge G., Papazian V.(eds.). *Des territoires vivants pour transformer le monde,* Quae, pp. 15-22

Cleaver, F., 2012, *Development through bricolage: rethinking institutions for natural resource management*. Routledge, 240 p.

Eren, A., 2017. The political ecology of uncertainty: the production of truth by juridical practices in hydropower development. *Journal of Political Ecology*, *24*(1), pp. 386-405

Ghiotti, S., 2006. Les Territoires de l’eau et la décentralisation. La gouvernance de bassin versant ou les limites d’une évidence. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, (Dossier 6).

Harris, L., 2012. State as socionatural effect: Variable and emergent geographies of the state in southeastern Turkey, *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, *32*(1), pp. 25-39

Harris, L., 2017. Political ecologies of the state: Recent interventions and questions going forward. *Political Geography*, *58*(1), pp. 90-2

Hommes, L., Boelens, R., Maat, H., 2016. Contested hydrosocial territories and disputed water governance: Struggles and competing claims over the Ilisu Dam development in southeastern Turkey. *Geoforum*, *71*, pp. 9-20

Loftus, A., 2018. Political ecology II: Whither the state?. *Progress in Human Geography*, pp. 1-11

Mosse, D., 1999. Colonial and contemporary ideologies of ‘community management’: the case of tank irrigation development in South India. *Modern Asian Studies*, *33*(2), pp. 303-338

Robbins, P., 2003. Political ecology in political geography. *Political Geography,* 6(22), pp. 641–645

Secor, A. J., 2007. Between longing and despair: State, space, and subjectivity in Turkey. *Environment and Planning D: Society and Space*, *25*(1), pp. 33-52.